



Les Retraités à Paris le 3 Juin 2014 Pour le droit à une retraite décente

Depuis 20 ans, les réformes successives des retraites (1993, 2003, 2008, 2010) n'ont eu d'autres objectifs que de durcir les conditions d'obtention de la retraite et de réduire le niveau des pensions avec l'indexation des retraites sur les prix, puis la mise en place de la décote et les allongements de durée de cotisation.

Il y a de plus en plus de retraités, et particulièrement de femmes, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, 4,2 millions perçoivent le minimum contributif de 629 euros, chiffre en constante augmentation.

C'est la réalité d'une misère qui se développe et touche une population particulièrement fragilisée et isolée.

Depuis 2 ans, leur pouvoir d'achat a subi une régression sans précédent, par des mesures fiscales particulièrement injustes puisque touchant tous les retraités sans distinction, avec :

- la suppression de la 1/2 part d'impôt pour les veufs et veuves,
- la fiscalisation du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants ou plus,
- la hausse de la TVA au 1^{er} janvier 2014.

A cela s'ajoute pour les retraités imposables, l'instauration d'une contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) de 0.3%.

Pourtant, les retraités sont montrés comme des privilégiés et une charge pour notre société et le Gouvernement considère qu'ils doivent participer à l'effort national de redressement.

Dans un tel contexte, l'annonce des mesures « d'économie » du plan d'austérité du gouvernement VALLS, relèvent de la provocation.

Si elles pénalisent fortement les salariés, leur mise en œuvre aurait des conséquences dramatiques pour beaucoup de retraités.

Le gel envisagé des pensions jusqu'en octobre 2015 après plusieurs années de baisse de pouvoir d'achat est inacceptable.

Le racket doit cesser !

La CGT a des propositions pour le financement des retraites, qui s'appuient sur la justice sociale par une meilleure répartition des richesses, par :

- **La suppression des exonérations de cotisations « patronales » et l'instauration d'une modulation, avec un contrôle public et syndical du bénéfice apporté à l'emploi ;**
- **La mise à contribution des revenus financiers des entreprises ;**
- **L'élargissement de l'assiette de cotisations à l'épargne salariale.**

Cela suppose un changement radical de cap. Par la mobilisation de tous, la CGT revendique sur les différents sujets, que cela soit sur l'âge de départ en retraite, le nombre d'années requis, l'intégration des primes dans le traitement pour le calcul du montant des pensions, la reconnaissance de la pénibilité, les majorations pour enfants, la prise en compte des années d'étude... etc.

Il nous faut gagner :

- Le rattrapage immédiat de 300€ par mois pour tous les retraités ;
- L'augmentation des pensions et retraites au 1^{er} janvier 2014 ;
- Un minimum de retraite égal au SMIC revendiqué par la CGT à 1700€ ;
- Une restauration de l'assurance maladie, la suppression des dépassements d'honoraires ;
- Le retour au Service Public de proximité, notamment le développement des hôpitaux publics et des centres de santé à partir des besoins ;

- Le rétablissement de la 1/2 part pour enfant dans le calcul de l'impôt sur le revenu ;
- L'abrogation des augmentations de la TVA au 1^{er} janvier 2014 ;
- Une loi sur l'autonomie financée dans le cadre de la Sécurité Sociale.

Dans l'unité, la CGT, FO, CFTC, FSU Solidaires, LSR (Loisirs solidarité Retraite), FGR (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique) et l'UNRPA (Union Nationale des Retraités et Personnes Agées) ont lancé un appel commun à une large mobilisation des retraités le 3 juin à Paris, pour exiger :

- L'arrêt du gel des pensions et retraites ;
- L'amélioration du pouvoir d'achat de tous les retraités et le retour à la revalorisation annuelle des pensions et pensions de réversion ;
- Que la loi pour l'adaptation de la société au vieillissement soit déposée dès maintenant par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée nationale, débattue et votée ;
- Le développement de services publics de qualité, indispensable à l'ensemble des citoyens (transports, santé..).

Non les retraités ne sont pas des privilégiés, le Gouvernement doit l'entendre.

Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale à l'égard des retraités.

Actifs et retraités agissons, solidaires, dans le refus de toute nouvelle dégradation, et pour gagner nos revendications.

L'heure est à la mobilisation !

Participons massivement au rassemblement pour un pique-nique géant suivi d'une manifestation nationale.

Le 3 juin 2014 à Paris

**Place Maréchal JOFFRE à 11h00
(Métro Ecole militaire)**